

# Dégage !

Jo brian

Le slogan, le cri de rage et de révolte lancé par les manifestants tunisiens, égyptiens, marocains, yéménites, syrien... ,à partir de fin 2010, à la face de leurs tyrans qui ont été effectivement poussés à « dégager » ou sont sur le point de « dégager » face à cette vague que je n'hésite pas à qualifier de révolutionnaire, même si ce qualificatif demande à être explicité...Ainsi marchent les peuples. Certes, il y a parfois loin de la chute d'un dictateur à l'établissement d'un système politique garantissant davantage de libertés et de justice sociale. Mais je ne me sens pas autorisé à me lancer dans une prospective ou encore à définir les critères et les conditions auxquels devraient répondre ces « colères » et les nouvelles « gouvernances » qui se mettent en place en lieu et place des tyrannies renversées. Je ne m'en sens pas le droit. C'est aux peuples d'inventer leurs voies et moyens...

Ce sur quoi je veux insister, c'est sur le caractère inouï de ces révoltes des peuples de la Méditerranée. Je ne dis pas « arabes », car tous les hommes, toutes les femmes en question ne sont pas tous arabes, certain-es sont pas exemples berbères...Je fais miennes les analyses de Bernard Ravenel émises notamment dans le journal *Rouge & Vert* du 7 septembre 2011. Quatre caractéristiques révolutionnaires sont incontestables :

- Tout d'abord, ces révoltes populaires ont entraîné un démantèlement partiel mais bien réel de l'État dominant, notamment en Tunisie et en Égypte. La police politique, qui était omniprésente en Tunisie (un policier, disaient les Tunisiens, derrière chaque citoyen...), a été effectivement démantelée, et cette suppression permet enfin à la population, notamment aux ex-opposants, de

respirer...De même l'appareil étatique a été en bonne partie détruit et remplacé par une présidence et une assemblée réellement démocratiques, tout au moins en Tunisie. En Égypte, l'armée semble vouloir garder ses prérogatives et bloquer toute issue vraiment démocratique.

- Ensuite, il s'agit d'une révolution menée par la société civile : il ne s'agit pas d'un renversement de l'État par un coup de force militaire ou par une fraction organisée de la société (un ou plusieurs partis radicaux par exemple). Non, il s'agit bien d'un mouvement « large », horizontal, dont les acteurs sont l'ensemble des citoyen-ne-s en colère et auto-organisé-e-s.
- Autre caractéristique révolutionnaire dont on doit tirer les leçons dans nos pays du Nord : le monde arabo-méditerranéen a été depuis des siècles colonisé et dominé au niveau économique et idéologique par les grandes puissances « occidentales » (Grande-Bretagne, États-Unis, France...). La France et l'Angleterre se sont par exemple partagé le Moyen-Orient. Pour la première fois dans l'histoire, les peuples de la Méditerranée renversent cet ordre dominant, se prennent en charge, créent un bouleversement géopolitique majeur. En récusant les anciens modèles (modèle nationaliste laïco-socialisant en Égypte et en Syrie par exemple)...pour déboucher sur quoi ? Avec quelle place pour l'Islam ? Avec quels droits reconnus aux femmes ? Avec quelle décentralisation et participation des populations ? Rien n'est joué, tout est à construire. Les retours en arrière ne sont pas à

exclure. Je peux comprendre les inquiétudes de nombre d'ami-e-s, mais méfions nous de nos projections. Les voies sont incertaines, mais je retiens pour l'essentiel que les peuples arabo-méditerranéens ont ouvert de nouvelles voies absolument inattendues et que nous devons les laisser, en les accompagnant de notre solidarité discrète, ouvrir et inventer leurs nouvelles voies...

- Enfin, et c'est aussi à mon avis une caractéristique révolutionnaire, ces révoltes massives ont été menées sur la base de la non-violence. Les populations se sont mobilisées pacifiquement : quelle leçon donnée au monde entier par ces foules syriennes défilant héroïquement sous les coups mortels des mitrailleuses, en se rassemblant dans des lieux interdits... Comment ne pas penser à la philosophie non violente d'un Gandhi... Même s'il est hors de sacraliser la non-violence [cf. entrée *Violence / non-violence*] : une partie des opposants syriens ont pris les armes et c'est évidemment leur droit !

Sans tomber dans la grandiloquence, je crois qu'une chance historique est ouverte : celle de construire ensemble, avec tous ces hommes et toutes ces femmes, une « autre » Méditerranée, sociale sinon socialiste, écologique, solidaire, et pourquoi pas féministe...

Je vous invite maintenant à « visiter » brièvement quatre pays, quatre peuples qui se sont dressés ou se dressent encore contre l'insupportable et l'injustice : Tunisie, Égypte, Maroc, Syrie

### **Tunisie : cette « Révolution du jasmin » où tout a commencé...**

Rappelons-nous : 17 décembre 2010, un jeune vendeur ambulant de Sidi-Bouazid (centre ouest du pays) dont la marchandise avait été saisie, une fois de plus, par la police, se suicide par le feu. Événement qui déclenche aussitôt un mouvement social et un

soulèvement qui s'étendront progressivement à l'ensemble du pays. La première cause de ce soulèvement est effectivement le chômage massif des jeunes, notamment à l'intérieur du pays. Déjà en 2004, 40% des 15-17 ans étaient au chômage. La seconde cause, c'est l'étouffement des libertés et de toute vie démocratique par un système policier omniprésent, avec des indicateurs dans le moindre café ou lieu public. Un régime dictatorial inauguré par Habib Bourguiba, à partir de 1956, date de l'indépendance de la Tunisie. Sous Bourguiba la torture était déjà couramment pratiquée. Ben Ali, qui lui succéda en 1987, porta cet étouffement des libertés à un degré extrême. On a du mal à imaginer l'intensité du harcèlement dont étaient victimes régulièrement les démocrates tunisiens, comme l'avocate Nadia Nasraoui, dont le cabinet a été saccagé quatre fois, la porte de son appartement incendiée, dont le courrier était régulièrement intercepté... Moncef Marzouki, médecin, écrivain, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, a passé de nombreuses années en prison, subi moult interrogatoires « musclés », été débarqué brutalement d'un taxi collectif, le 26 octobre 2006, à 8 km de son domicile (à Sousse) et insulté par une cinquantaine de malabars en civil qui l'attendaient. Autre cause de cette « Révolution du jasmin » : la corruption. On payait les policiers pour éviter tout procès verbal, on faisait des cadeaux aux juges avant un procès. Une corruption pratiquée au plus haut niveau, économique et politique. La famille Trabelsi, amie de Ben Ali, était à la tête d'une entreprise d'importation illégale d'une multitude de produits...

Le socle des manifestants : des jeunes chômeurs, qui ont été ensuite rejoints par d'autres groupes sociaux, notamment des étudiant-e-s, des lycéen-ne-s, des mères de famille qui apportaient de la nourriture aux manifestants... Ambiance extraordinaire, ferveur révolutionnaire, exaltation de tout un peuple qui n'avait connu jusqu'ici que la colonisation -française- et deux régimes dictatoriaux . 14 janvier 2011 : plusieurs milliers de manifestants scandent à Tunis « Ben Ali dehors : Ben Ali, dégage ! ». A 17

heures, le Premier Ministre Mohammed Ghannouchi annonce à la télévision qu'il assure l'intérim de la présidence en remplacement de Ben Ali qui a quitté le pays pour Jeddah, en Arabie Saoudite. Octobre 2011 : premières élections libres, pour la mise sur pied d'une Assemblée Constituante. Victoire prévisible du parti islamiste « modéré » Ennahdha (41% des voix). « *Ils vivent avec nous et comme nous depuis toujours* », m'a confié une amie tunisienne de passage en France. Il obtient 14 ministères sur 29, et partage le pouvoir avec ATTAKATO (Le Forum) et le CPR (Congrès pour la République), sans doute l'organisation la plus « progressiste » qui a obtenu que l'éminent et incontestable Moncef Marzouki soit nommé Président de la nouvelle République tunisienne.

En quelques mots, car la situation évolue chaque jour : les Tunisiens n'ont plus peur de prendre la parole, ils ont pu obtenir que dans la prochaine Constitution soit affirmé le droit au travail, à la santé, à l'éducation, à la culture. Mais qu'en sera-t-il du droit des femmes ? Ne risque-t-il pas d'être nié par les Islamistes ? En juin 2012 plus de 30 intellectuels/artistes ont reçu des menaces de mort par téléphone... Quant à la situation économique, elle était à l'automne 2012 pour le moins inquiétante : près d'un million de chômeurs (pour une population globale de 12 millions d'habitants), un tourisme en forte baisse... . Quelle politique économique ? En rupture avec le néo-libéralisme ? Aucun signe en ce sens. Multiples défis, multiples interrogations. Mais une réelle détermination et une grande vigilance pour que le souffle révolutionnaire ne retombe pas...

### **Égypte : cette place Tahrir...**

« *Dégage !* » : un cri repris à partir du 25 janvier 2011 par des centaines, des milliers et très vite des dizaines de milliers d'Égyptiens, Place Tahrir au Caire, et après à Port Saïd, Alexandrie... Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il a suffi de quelques semaines de rassemblements et de manifestations pour contraindre Hosni Moubarak à la démission, et ce après 30 ans de règne. Faut-il rappeler

que Hosni Moubarak a succédé à Anouar-El-Sadate assassiné le 6 octobre 1981 ; ce même Sadate avait succédé à Gamal Abdel Nasser décédé le 28 septembre 1970. Les trois hommes forts de l'Égypte, surtout Nasser qui avait rendu la fierté à son peuple en nationalisant la Compagnie du canal de Suez en juillet 1956 et en tenant tête à l'attaque perpétrée aussitôt par la Grande Bretagne, la France et Israël.

Il faut souligner les racines ouvrières du soulèvement égyptien : de nombreuses grèves ont préparé le mouvement du 25 janvier 2011. Sait-on qu'en 2010 il ne s'est pas passé une journée sans qu'il y ait au moins trois mouvements de protestation dans le pays, émanant principalement des ouvriers égyptiens (1). Ces mouvements ont implanté l'idée qu'il était possible de faire grève, ce qui était de fait quasiment interdit jusqu'alors, et de créer un rapport de force face au patronat voire au pouvoir d'État. « *Plus rien ne sera jamais comme avant... Les Égyptiens sont désormais décidés à s'exprimer et à ne plus subir* », m'a confié un ami égyptien de Grenoble. Novembre 2011 et janvier 2012 : 1<sup>er</sup> et 2<sup>o</sup> tour des élections législatives : victoire écrasante des Frères musulmans (37%) suivis des Salafistes (24%). Effarant : les Islamistes et les Salafistes ont tordu la campagne en la présentant comme une question relevant uniquement de l'identité religieuse. Vous êtes musulmans ? Votez alors pour les partis musulmans. Sous Moubarak toute opposition et toute vie politique avaient été étouffées, ce qui peut expliquer ce « suivisme » religieux.

Automne 2012 : trois forces principales s'opposent : le Conseil suprême des forces armées (CSFA), les Islamistes et les forces révolutionnaires qui sont un petit noyau trop peu organisé. Il reste à élaborer une Constitution dont il faut espérer qu'elle n'instaurera pas un pouvoir religieux. A noter que l'Égypte a ratifié les textes internationaux concernant l'égalité entre les hommes et les femmes. En Égypte comme en Tunisie, impossible de prévoir l'avenir. De nombreuses questions en suspens : que vont faire les généraux ? On peut espérer qu'ils

respecteront l'autonomie du pouvoir politique, car leur image s'est profondément dégradée. Mais rien n'est moins sûr, compte tenu des profits et des prébendes qu'ils se sont octroyés. Le peuple égyptien parviendra t-il par ailleurs à endiguer la tentation sectaire des Frères musulmans et surtout de Salafistes ? Et la gauche ? Il y en a bien une, mais peu structurée, Une certitude : cette révolution du peuple égyptien qui a balayé en quatre semaines le tyran Moubarak imprégnera longtemps la conscience et l'imaginaire des Egyptiens et des Egyptiennes, notamment des jeunes qui se sont rassemblés tant de jours et tant de nuits pour crier leur colère, leur besoin de liberté et de justice. L'avenir n'est pas écrit, laissons le peuple égyptien l'inventer...

### **Maroc : ce Mouvement du 20 février...**

Ça n'a pas loupé : tout de suite après les élections législatives marocaines en novembre 2011, remportées par le Parti Justice et développement (PJD), parti islamiste « institutionnel », les médias français se sont réjouis des « réformes démocratiques » du roi Mohammed VI (2). Pour le président Nicolas Sarkozy, ces élections ont été « *largement approuvées par le peuple marocain* ». Rachida Dati, ex-Ministre de la Justice, déclara même, sans rire, que la Révolution au Maroc « *se déroule tranquillement* ». Toujours le même aveuglement, toujours la même complaisance envers un régime marocain qui, même sous Mohammed VI, est loin d'être « paisible » et réellement démocratique.

Suite aux soulèvements des peuples tunisien et égyptien qui ont été très suivis au Maroc, , le peuple marocain s'est mis en marche dès fin janvier 2011, avec des sit-in devant le Parlement de Rabat. Puis le mouvement s'est étendu aux autres villes. Au début, on y voyait les militants habituels, très vite rejoints par les jeunes et les syndicats. Mais les sit-in ont été interdits, et les manifestants bastonnés. C'est là que les jeunes blogueurs ont lancé un appel à manifester le 20 février dans tout le pays. Un appel entendu, des dizaines de milliers de Marocain-e-s se sont rassemblés un peu partout...D'où le « Mouvement du 20

février » qui s'est constitué et représente assurément le courant populaire le plus contestataire, et dont les revendications peuvent se résumer ainsi :

- pour une monarchie parlementaire vraiment démocratique reconnaissant la souveraineté du peuple (le roi règne mais ne gouverne pas)
- pour des réponses concrètes aux besoins sociaux (éducation, santé, emploi)
- pour une véritable indépendance de la justice et une condamnation de la corruption

Suite aux élections organisées le 26 novembre 2011, sans véritable campagne pluraliste (le Mouvement du 20 février n'a pu s'exprimer dans les médias...), qui ont donc vu la victoire du Parti de la justice et du développement (27,1% des voix) et des partis conservateurs (Istiqlal : 15,2 %)..., le roi Mohamed VI a organisé dans la foulée des élections référendaires, sans débat contradictoire préalable, un référendum qui n'a pas changé radicalement les pouvoirs, notamment celui du Roi.

Il faut souligner et dénoncer les méthodes répressives du régime marocain : le Mouvement du 20 février déplorait à l'automne 2012 une quinzaine de morts, les emprisonnements arbitraires sont monnaie courante, les brutalités policières également habituelles. Même s'il est encore minoritaire, étouffé par la répression et la censure médiatique, le Mouvement du 20 février continue à exiger très justement une Constitution démocratique émanant de la volonté du peuple, la démission du gouvernement actuel et la dissolution des deux chambres du Parlement, une justice indépendante, la libération des démocrates emprisonnés et le jugement de tous les criminels (tortionnaires, assassins, corrompus et spoliateurs des richesses de la nation), et une politique sociale de création d'emplois et de hausse des salaires. Ici en France, nous devons de dévoiler les masques, de dénoncer la pseudo démocratie marocaine et

développer notre solidarité avec un peuple en quête de liberté et de justice

### Syrie : le martyre de tout un peuple

C'est en mars 2011 que la Syrie a été elle aussi rejointe par le mouvement de contestation qui avait déjà fait tomber les présidents tunisien et égyptien. La révolte est partie de Deraa, chef-lieu de province à 150 km au sud de Damas, puis elle s'est propagée aux villes côtières de Baniyas et Lattaquié, à la banlieue de Damas, à Homs, à Hama, et à de nombreuses petites villes. Au moment où sont écrites ces lignes (été 2012), la révolte du peuple syrien –même si ce n'est pas l'ensemble du peuple syrien qui se retourne contre la dictature de Bachar El Assad, - se poursuit face à un pouvoir sourd aux revendications populaires. La terrifiante répression perpétrée par ce qu'il faut bien appeler le boucher de Damas a provoqué la mort d'au moins trente mille personnes, sans doute davantage, blessé très gravement autant de Syrien-ne-s, sans oublier les milliers de prisonniers, de disparus, de torturés, d'exilés ( au moins 250 000 réfugiés, surtout en Turquie). Personne n'est épargné, pas même les enfants qui, lorsqu'ils osent manifester avec leurs parents, sont torturés, édentés, rendus infirmes...On peut parler d'une véritable terreur d'Etat. Bachar El Assad joue la carte ethnique à fond, « jouant » les Alaouites contre les Sunnites. Il bénéficie, mais de moins en moins, de la fidélité des appareils d'Etat, de l'attentisme d'une partie de la population, des insuffisances de l'opposition divisée, d'une certaine conjoncture géopolitique ( soutien absolu du régime islamique iranien, de la Chine et de la Russie...) qui rend quasiment impossible toute intervention internationale, même à caractère humanitaire. J'ajoute qu'une certaine gauche pavlovienne, de l'Europe à l'Amérique Latine, emboîte le pas à la Chine et à la Russie et nous ressasse l'antienne usée du « complot israélo-américain contre la Syrie résistante », sans s'interroger un instant sur la nature du régime dictatorial et bien peu social de Bachar-El-Assad . Cette même gauche qui soutient le régime islamique iranien toujours par pur réflexe anti-étatsunien...

Quoi qu'il en soit, il faut éviter à tout prix que la Syrie redevienne « un royaume de la peur et du silence ». Il faut rester en contact avec l'opposition syrienne, en principe incarnée par le Conseil national syrien (CNS), en l'aidant à se doter d'une vision stratégique, développer nos solidarités avec les ami-e-s syrien-ne-s qui vivent en France, informer inlassablement les citoyen-ne-s français-es, interpellier notre gouvernement et les organisations internationales pour une pression beaucoup plus forte, diplomatique et économique, sur le régime syrien. Je crois que le régime syrien est en train de se suicider. A chaque jour de chenilles de char et de tueries, c'est un peu de sa légitimité qui est entamée.... Il faut refuser l'indifférence et la passivité face à la poursuite des massacres et à l'impunité des criminels, réaffirmer sans cesse le droit imprescriptible du peuple syrien à construire une alternative démocratique à la dictature. Il faut tout faire pour que le martyre de ce peuple cesse au plus vite, un peuple qui doit pouvoir compter sur notre entière solidarité.

(1)- Voir *Le Monde Diplomatique*, mars 2011, p. 13

(2)- Mohammed VI a succédé à Hassan II en 1999 qui avait imposé à son peuple les sinistres « *années de plomb* », avec son cortège ininterrompu de violences, de disparitions, de tortures....